

Note de synthèse

La comparaison de l'évolution des conditions de vie des hauts revenus, des « classes moyennes » et des bas revenus en France depuis 25 ans révèle des phénomènes contradictoires. On constate tout d'abord une certaine convergence des modes de vie en terme d'équipement des foyers, de relations sociales, ainsi qu'une relative démocratisation des pratiques culturelles. Mais l'enquête révèle aussi un net accroissement des inégalités de patrimoine — en particulier dans l'accession à la propriété de son logement —, une augmentation des disparités d'appréciation de son niveau de vie, de même que des divergences importantes dans l'état de santé ressenti entre le haut et le bas de l'échelle des revenus.

1. Comparer l'évolution des conditions de vie des hauts revenus, des « classes moyennes » et des bas revenus depuis 25 ans

L'analyse des disparités de niveau de vie est un exercice difficile : les conclusions divergent parfois selon les sources d'informations sélectionnées ou les indicateurs retenus. Si toutes les études montrent que les disparités de revenu ont clairement diminué au cours des années 1970, le consensus est plus difficile à trouver concernant la période récente. Certains travaux concluent à une augmentation des inégalités de niveau de vie à partir du milieu des années 1980, d'autres parlent plutôt d'une stabilisation, voire d'un léger resserrement des écarts depuis 25 ans.

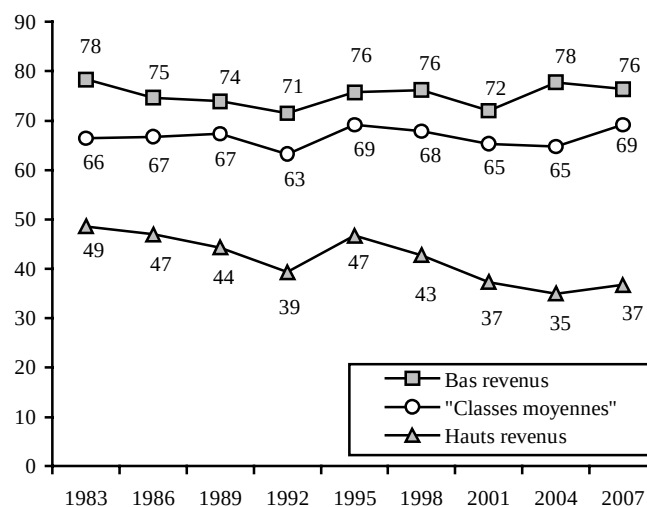
Dans cette recherche — qui porte sur la période 1980-2007 —, nous avons choisi un angle d'analyse différent, consistant à étudier d'autres indicateurs que la distribution des revenus : le sentiment de restrictions, la perception de l'évolution de son niveau de vie, l'équipement du foyer, la possession d'actifs patrimoniaux, les pratiques culturelles, le réseau social, l'état de santé ressenti, etc. A partir de l'enquête du CREDOC sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », nous avons comparé l'évolution des modes de vie de trois catégories de la population : les hauts revenus (les 20% de la population dont les revenus sont les plus élevés), les bas revenus (les 20% dont les revenus sont les plus faibles) et les « classes

moyennes » (les 60% de la population restant, situés en position médiane).

2. Seuls les hauts revenus ressentent une amélioration de leur niveau de vie depuis 25 ans

Premier enseignement de cette recherche : **les hauts revenus sont les seuls à percevoir une amélioration de leur niveau de vie depuis le début des années 1980**. En effet, en 2007, seulement 37% des individus les mieux lotis déclarent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget, alors que la proportion était de 49% en 1983. En bas de l'échelle des revenus, le sentiment de restrictions est deux fois plus fréquent (76% en 2007), et il n'a pas diminué depuis près d'un quart de siècle.

Proportion d'individus déclarant s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget



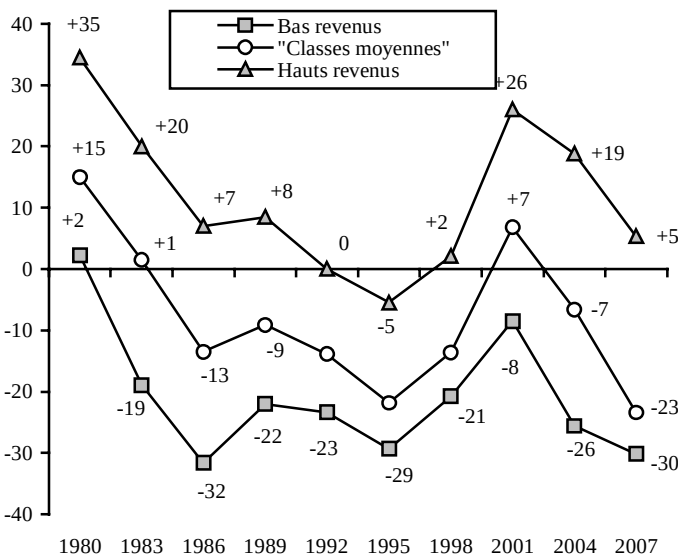
Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Les « classes moyennes » témoignent également d'une forte contrainte financière tout au long de la période (69% s'imposent régulièrement des restrictions en 2007 ; la proportion était déjà de 66% en 1983).

Ces résultats sont confirmés par un autre indicateur élaboré à partir de la question suivante : « *Diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, votre niveau de vie s'est amélioré ou détérioré ?* ». **Les hauts revenus sont les seuls à afficher un solde d'opinions globalement positives au cours de la période 1980-2007. Toutes les autres catégories de la population estiment que leur niveau de vie s'est dégradé** : le solde des opinions des « classes moyennes » n'a été positif qu'en 1980-1983 et en 2001 ; celui des bas revenus est plus négatif encore. Si bien que l'écart entre le haut de l'échelle des revenus et le reste de la population a rarement été aussi élevé qu'aujourd'hui.

Perception de l'évolution de son niveau de vie au cours des dix dernières années

- Solde des opinions positives et négatives, en points de % -



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

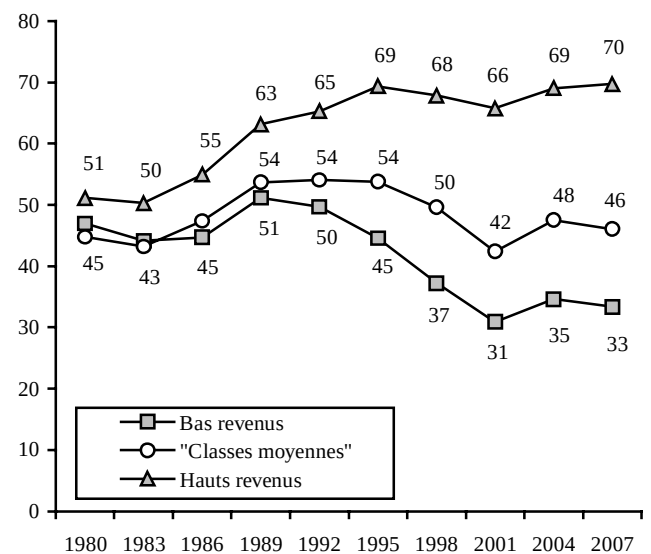
L'analyse détaillée des réponses selon les postes budgétaires montre que les hauts revenus se sentent systématiquement moins souvent pris à la gorge, qu'il s'agisse des dépenses d'habillement, d'alimentation, de

soins médicaux, les dépenses pour les enfants, etc. Les écarts avec les « classes moyennes » et les bas revenus sont particulièrement flagrants pour les dépenses de logement, de transports, de vacances et de loisirs. Par exemple, aujourd'hui, 55% des bas revenus et 48% des « classes moyennes » déclarent que leurs dépenses de logement constituent une lourde, voire une très lourde charge ; seuls 26% des hauts revenus sont dans ce cas. Depuis 25 ans, les écarts entre le haut et le bas de l'échelle se sont considérablement accrus : ils sont passés de 11 points en 1980 à 29 points en 2007.

3. Explosion des inégalités d'accès au logement

Il faut dire que les inégalités d'accès au logement ont explosé depuis la fin des années 1990 : aujourd'hui, **70% des hauts revenus sont propriétaires (ou accédants à la propriété) de leur logement, contre 33% des bas revenus et 46% des « classes moyennes »**. En 1989, les proportions étaient respectivement de 63%, 54% et 51%.

Proportion d'individus propriétaires de leur logement (ou accédants à la propriété)

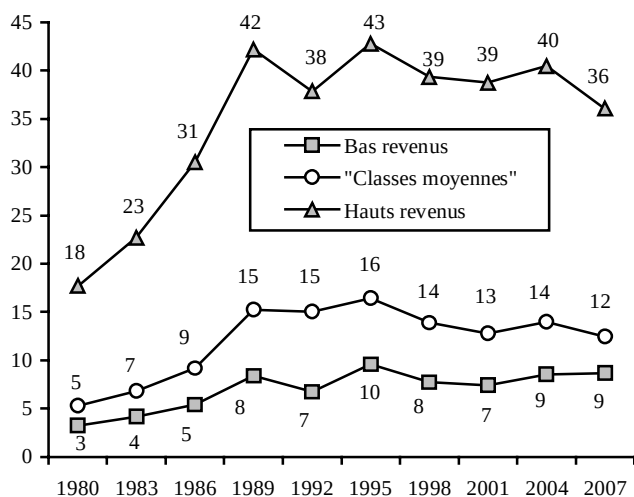


Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

4. Les disparités en matière de patrimoine augmentent régulièrement depuis 25 ans

L'augmentation des inégalités en matière de logement n'est d'ailleurs qu'une illustration de l'évolution des disparités patrimoniales, et cela, quel que soit le type de bien possédé. Cela vaut bien entendu pour les placements boursiers : 36% des hauts revenus détiennent aujourd'hui un portefeuille de valeurs mobilières, contre 12% des « classes moyennes » et 9% des bas revenus (en 1980, les proportions étaient respectivement de 18%, 5% et 3%).

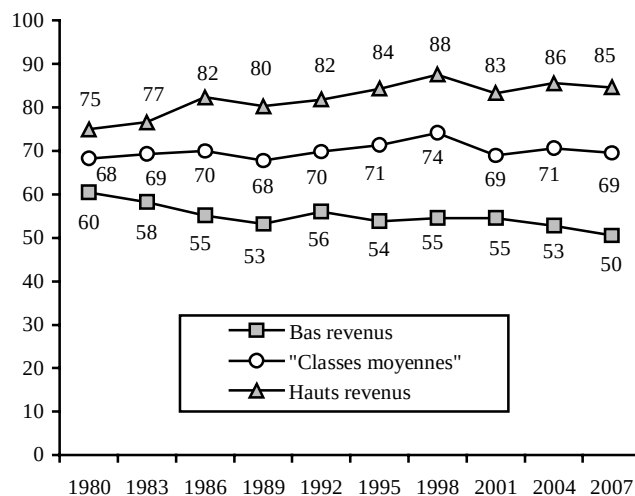
Proportion d'individus détenant un portefeuille de valeurs mobilières



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Mais c'est également le cas pour les produits d'assurance-vie, les biens fonciers, les biens immobiliers (autres que le logement principal) et même pour les produits d'épargne liquide, qui ont pourtant la réputation d'être des placements populaires. Ainsi, en 1980, 60% des bas revenus possédaient un « compte épargne » ; ils ne sont plus que 50% dans ce cas en 2007. A l'inverse, les hauts revenus sont de plus en plus nombreux à détenir un produit d'épargne liquide : 75% en 1980, contre 85% en 2007. Mais, en vérité, **la divergence au cours du temps est manifeste quel que soit le type d'actif patrimonial possédé.**

Proportion d'individus détenant un placement d'épargne liquide

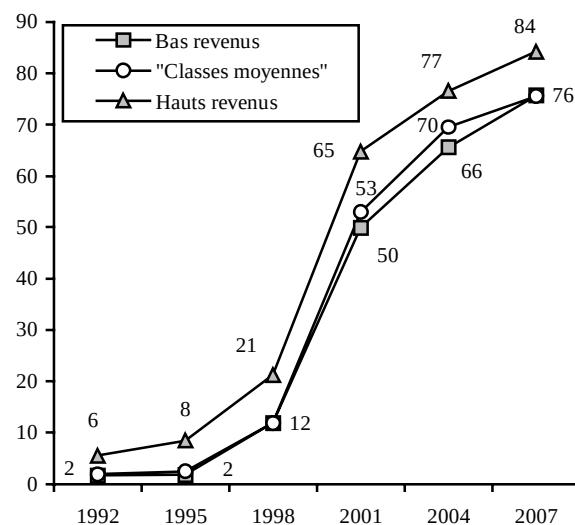


Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

5. Une relative convergence dans l'équipement des ménages

Tous les indicateurs ne révèlent pas une augmentation des inégalités sociales. **En matière d'équipement des ménages, par exemple, on assiste plutôt à une relative convergence des modes de vie.** L'exemple le plus marquant dans la période récente est la diffusion du téléphone mobile au sein de toutes les catégories de la population.

Proportion d'individus disposant d'un téléphone mobile

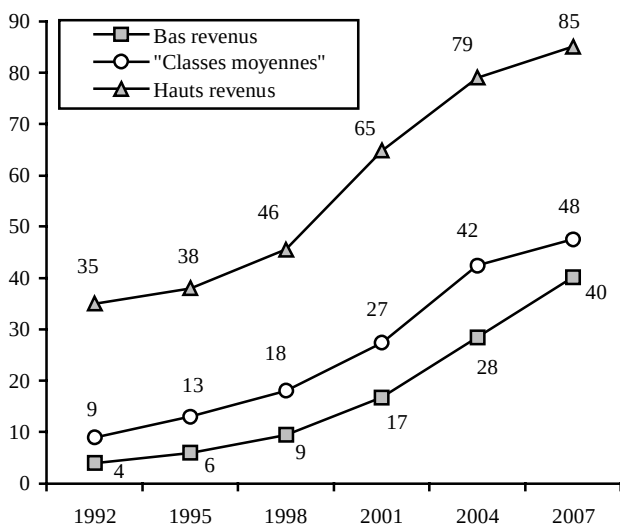


Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Aujourd'hui, le taux d'équipement en téléphone mobile dépasse 75% dans tous les groupes, y compris les bas revenus. Cette proximité catégorielle n'est pas un cas isolé, on l'observe également pour d'autres produits : téléphone fixe, magnétophone, four à micro-ondes, lecteur DVD de salon, appareil photo numérique, etc. Mais l'équipement qui symbolise le mieux le phénomène de convergence des modes de vie est bien évidemment la télévision : en 1980, 36% des bas revenus disposaient d'une télévision couleur, contre 51% des hauts revenus ; 25 ans plus tard, 97% de la population sont équipés, quel que soit le niveau de revenu.

D'autres produits semblent plus élitistes. C'est le cas notamment du micro-ordinateur et d'Internet. En 2007, 85% des hauts revenus disposent d'un ordinateur chez eux, contre 48% des « classes moyennes » et 40% des bas revenus. Certes, en valeur relative, le « fossé numérique » tend à se réduire (le taux d'équipement des hauts revenus était, en 1992, 10 fois plus élevé que celui des bas revenus). Mais, en valeur absolue, les différences sont encore très marquées (45 points d'écart en 2007 et 31 points en 1992).

Proportion d'individus disposant d'un ordinateur chez eux



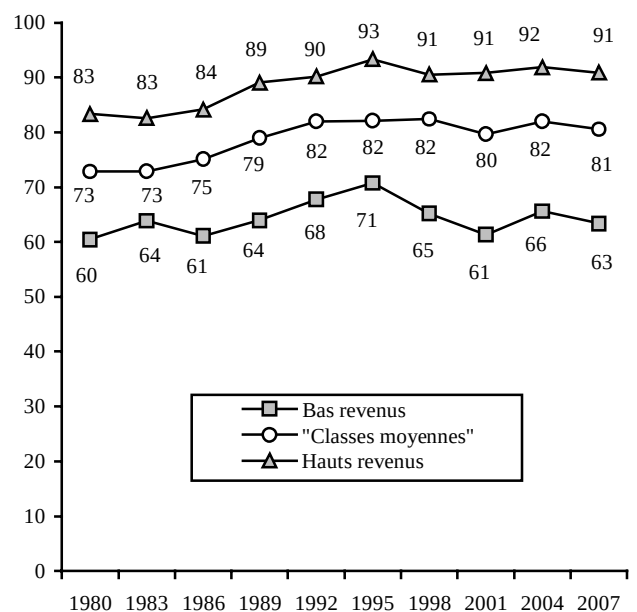
Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Le constat est identique pour Internet : 60% des hauts revenus disposent d'une connexion à domicile en 2007, contre seulement 36% des « classes moyennes » et 29% des bas revenus ; en 1998, les proportions étaient respectivement de 8%, 4% et moins de 1%.

L'automobile est également un bien pour lequel les disparités entre les groupes demeurent importantes : 91% des hauts revenus disposent d'au moins une voiture, contre 81% des « classes moyennes » et 63% des bas revenus. L'écart est d'ailleurs aujourd'hui plus important qu'il ne l'était en 1980 (28 points en 2007, contre 23 points en début de période).

Mais pour ce type de biens, le taux d'équipement global n'est peut-être pas l'indicateur le plus approprié pour mesurer les disparités entre les groupes : la valeur d'achat des véhicules montrerait des écarts probablement plus importants. Notre enquête révèle déjà que les hauts revenus sont presque deux fois plus nombreux que les bas revenus à posséder plusieurs véhicules (49%, contre 28%).

Proportion d'individus disposant d'une automobile

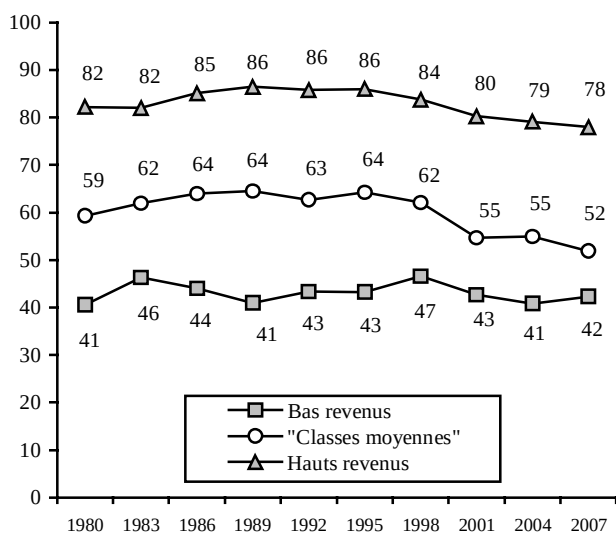


Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

6. Les « classes moyennes » partent de moins en moins souvent en vacances

Depuis la fin des années 1990, les « classes moyennes » partent chaque année de moins en moins souvent en vacances : le taux de départ dans ce groupe était de 62% en 1998, il n'est plus que de 52% aujourd'hui. La diminution est moins marquée parmi les hauts revenus (78% partent en congés en dehors de leur domicile, soit -6 points par rapport à 1998) ou les bas revenus (47% partaient au moins une fois par an à la fin des années 1990, contre 42% aujourd'hui).

Taux de départ en vacances au cours des 12 derniers mois



Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

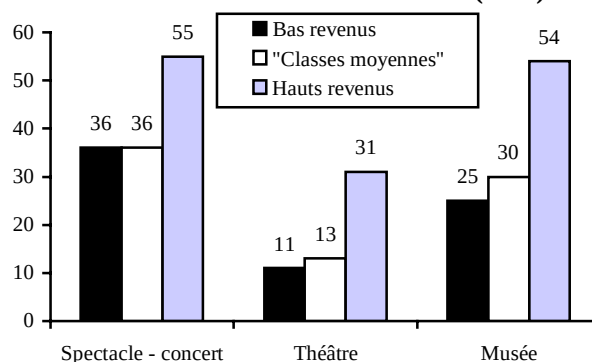
D'autres indicateurs, qui n'ont été introduits que récemment dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », montrent que 68% des hauts revenus sont partis en week-end au cours de l'année 2006, contre 52% des « classes moyennes » et 42% des bas revenus. **Les départs en vacances ou en week-ends restent des pratiques très variables selon sa position dans l'échelle des ressources.**

7. Une relative démocratisation des pratiques culturelles

Les pratiques culturelles sont également fortement segmentées selon les classes sociales. Rappelons qu'aujourd'hui, seulement 11% des bas revenus et 13%

des « classes moyennes » se rendent au théâtre au moins une fois dans l'année, contre 31% des hauts revenus. Ces derniers sont également les premiers à aller au musée (à 54%, contre 25% des bas revenus), au spectacle-concert (55%, contre 36%), au cinéma (55%, contre 37%) ou dans une bibliothèque (42%, contre 31%).

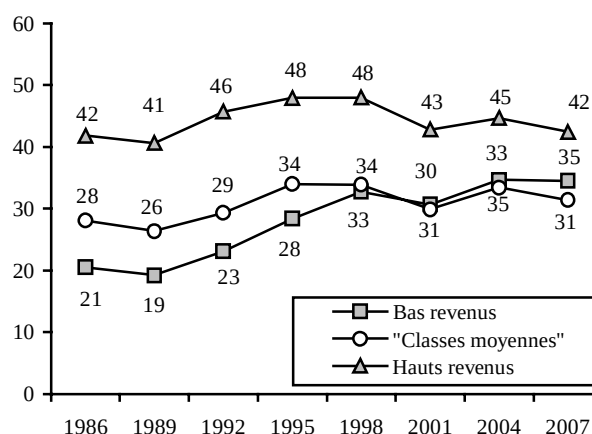
Proportion d'individus qui se sont déplacés dans les lieux suivants au cours de l'année (2005)



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Il semblerait néanmoins que les écarts entre les groupes tendent à se réduire dans certains cas. **Les bas revenus, notamment, sont de plus en plus nombreux à fréquenter les salles de cinéma et les bibliothèques.** Ces données corroborent des études du Ministère de la culture ou de l'INSEE montrant une certaine démocratisation des pratiques culturelles génération après génération.

Proportion d'individus qui fréquentent une bibliothèque



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

8. Dégradation de l'état de santé ressenti par les personnes dont les revenus sont plus faibles

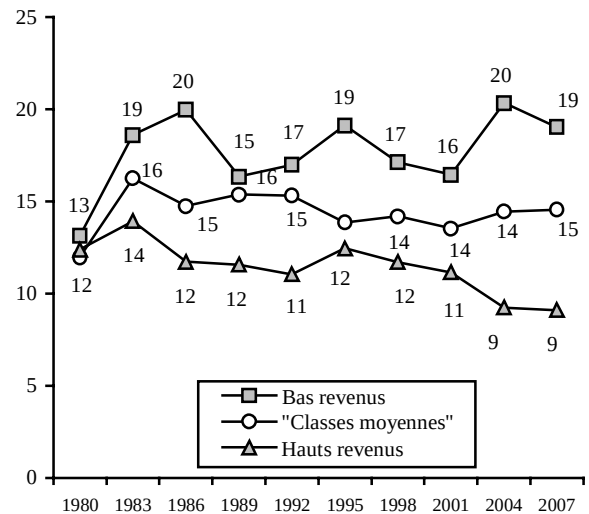
D'autres aspects des conditions de vie et des aspirations des Français sont abordés dans cette recherche : on y compare les réseaux de sociabilité des trois groupes, analyse qui met en évidence une relative homogénéité catégorielle, sauf dans l'adhésion aux associations, plus importante chez les individus les plus aisés. On y étudie aussi **les disparités croissantes sur le marché du travail : les bas revenus sont de plus en plus souvent concernés par le travail à temps partiel et le chômage, notamment de longue durée**. Y est analysé également la convergence des points de vue sur le fonctionnement de la société (notamment la critique de plus en plus vive des institutions, le grand pessimisme quant à l'évolution du niveau de vie de la population, la crainte du déclassement pour les générations à venir et une demande accrue de réforme en profondeur de la société).

Mais c'est peut-être la perception qu'ont les Français de leur état de santé qui est la plus révélatrice : l'étude tend à montrer une **augmentation des inégalités sociales en matière sanitaire depuis 25 ans**.

On observe ainsi que **les bas revenus déclarent de plus en plus souvent souffrir d'un état dépressif** (19% d'entre eux sont aujourd'hui concernés, contre seulement 13% en 1980). Ils signalent également des **insomnies plus fréquentes** (34% en 2007, contre 19% en 1980) et **d'avantage de maux de tête** (38%, contre 29%) ou des **douleurs dans le dos** (53%, contre 29%).

Tant et si bien qu'en 2007, 21% des bas revenus estiment que leur état de santé n'est pas satisfaisant par rapport aux personnes de leur âge (contre 14% vingt ans plus tôt). Chez les « classes moyennes », la proportion n'est que de 16% ; elle est de 7% chez les hauts revenus.

Proportion d'individus déclarant avoir souffert, au cours des quatre dernières semaines, d'un état dépressif

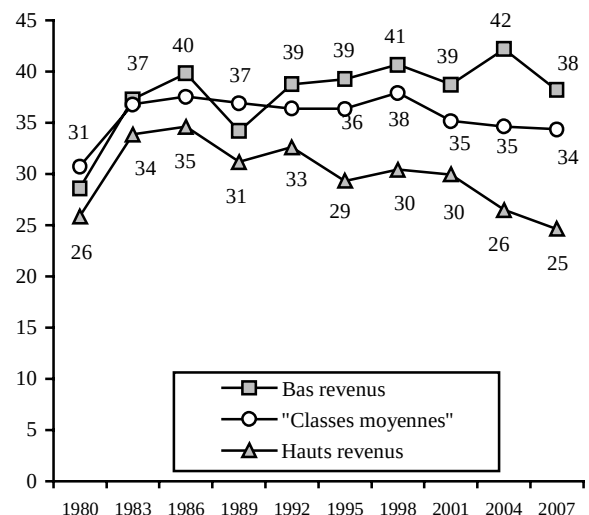


Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Les bénéficiaires de revenus confortables sont, en règle générale, moins souvent concernés par ces différents troubles et, dans le cas de la dépression ou des maux de tête, on enregistre même une amélioration de leur état de santé au cours du temps.

Les écarts entre le haut et le bas de l'échelle des revenus semblent donc s'être accrus ces dernières années.

Proportion d'individus déclarant avoir souffert, au cours des quatre dernières semaines, de maux de tête



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

9. Des inégalités sociales apparemment croissantes

Quel bilan peut-on tirer de ces analyses ? Cette recherche confirme tout d'abord qu'une décomposition en trois groupes distinguant les hauts revenus, les bas revenus et les « classes moyennes » est une variable pertinente pour analyser l'évolution des conditions de vie de la population. Cette typologie est bien entendu perfectible, car les « classes moyennes » ainsi définies sont très hétérogènes. Mais les régressions logistiques effectuées — outils statistiques permettant de mesurer l'influence réelle de cette typologie indépendamment de la Profession Catégorie Sociale, du niveau de diplôme, du genre ou de l'âge — révèlent que **le niveau de revenu est le principal facteur explicatif des disparités entre les groupes.**

Par ailleurs, l'analyse rétrospective sur 25 ans montre que **les écarts entre les hauts revenus, les bas revenus et les « classes moyennes » sont aujourd'hui très importants et même croissants dans de nombreux domaines** : dans l'appréciation de l'évolution de son niveau de vie ou l'expression du sentiment de restrictions, dans la situation professionnelle, comme dans l'accès à la propriété de son logement ou dans la possession d'un patrimoine financier ou immobilier. Dans la plupart des cas, ce sont les hauts revenus se démarquant du reste de la population, les « classes moyennes » adoptant des attitudes et des opinions tendant souvent à se rapprocher de celles des bas revenus.

Depuis le début des années 1980, le corps social semble donc se fragmenter, avec un « décrochage » des hauts revenus : leur niveau de vie s'accroît, leur patrimoine explose, leur foyer est équipé des technologies les plus avancées, leurs pratiques

culturelles sont très diversifiées, leur capital social est à la fois dense et étendu, ils se disent de plus en plus souvent en bonne santé, etc. Tous les indicateurs, déjà au vert dans ce groupe, se sont améliorés.

Corrélativement, la proximité croissante entre **les « classes moyennes » et les bas revenus** a contribué à alimenter, chez les premières, leur **crainte du déclassement**. Désarroi qui se reflète dans trois attitudes principales : d'abord, une inquiétude plus marquée de perdre son emploi ; ensuite, des difficultés accrues pour assumer les charges de son logement ou pour accéder à la propriété ; enfin, l'impression de voir son niveau de vie se dégrader inexorablement et la peur de voir ses enfants vivre dans des conditions demain plus difficiles.

Enfin, **la situation des bas revenus semble s'être détérioré depuis 25 ans** : le chômage s'est diffusé plus massivement dans ce groupe de la population ; le chômage de longue durée, notamment, y est plus prégnant ; les emplois occupés sont plus précaires ; l'impression que son niveau de vie s'est dégradé est très forte ; être propriétaire de son logement est de moins en moins fréquent ; même l'état de santé semble plus fragile.